

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**ARRONDISSEMENT DE
ST-JULIEN-EN-GENEVOIS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ANNEMASSE
LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA - 74100 ANNEMASSE

OBJET :

DECISION DU PRESIDENT

**CONVENTION RELATIVE
AUX TRAVAUX DE POSE
DE TUYAUX DIAMÈTRE
400 MM AU NIVEAU DU
CENTRE COMMERCIAL
SHOPPING ETREMBIÈRES**

Vu la délibération du conseil communautaire du 16 octobre 2024 n°CC_2024_0117 mettant à jour les délégations de pouvoirs du conseil au profit du bureau et du président, et notamment le(s) paragraphe(s) P-33 de son annexe ;

D_2025_0106

Dans un contexte de sécurisation de la ressource en eau, Annemasse Agglo, au titre de sa compétence « eau potable », entreprend la création d'une boucle en diamètre 400 mm entre la route des Déportés et le croisement avenue de l'Europe – route de Bonneville.

Une partie de cette boucle a déjà été construite dans le cadre des travaux de création de la passerelle sur l'Arve dédiée aux modes de déplacements actifs.

Afin de poursuivre les travaux sur la rive gauche de l'Arve, un projet de convention a été établi entre le syndicat des copropriétaires du centre commercial Shopping Étrembières et la Communauté d'Agglomération Annemasse-Les Voirons Agglomération dite Annemasse Agglo.

Ladite convention a notamment pour objet :

- d'autoriser Annemasse Agglo à réaliser l'ensemble des travaux nécessaires à la pose de tuyaux en fonte de diamètre 400 mm,
- d'installer une base vie de chantier,
- d'autoriser la création de servitudes de passage, au profit d'Annemasse Agglo, pour le réseau nouvellement créé ainsi que les réseaux existants sur la propriété du centre commercial.

Le Président DÉCIDE :

D'APPROUVER les termes de la convention entre le syndicat des copropriétaires du centre commercial Shopping Étrembières et la Communauté d'Agglomération Annemasse-Les Voirons Agglomération autorisant les travaux de pose de tuyaux en fonte diamètre 400 mm destinés à l'alimentation en eau potable,

DE SIGNER lui-même ou son représentant la convention ci-annexée ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

Signé électroniquement par : Gabriel DOUBLET
Date de signature : 12/06/2025
Qualité : Agglo - Présidence

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa date de publication, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

**CONVENTION RELATIVE AUX TRAVAUX
DE POSE D'UNE CONDUITE D'EAU POTABLE DN400 et CONSTITUTION DE
SERVITUDES DE PASSAGE DE CANALISATIONS D'EAU POTABLE**

Entre les soussignés :

✓ **Le syndicat des Copropriétaires du CENTRE COMMERCIAL SHOPPING
ETREMBIERES**, identifié sous le numéro SIRET 397 630 609, ayant son adresse 21 chemin
de l'Industrie 74100 ETREMBIERES

Représenté par son syndic en exercice, la SOCIETE DES CENTRES COMMERCIAUX,
Société par Actions Simplifiée, au capital de 1.994.720 € dont le siège social est à PARIS
(75001) – 22, place Vendôme, inscrite au RCS de PARIS sous le n° 681.801.231, dûment
habilité par les résolutions n° 11 et 12 de l'Assemblée Générale en date du 30 avril 2025

Représenté par Madame Olivia LOPEZ, dûment habilitée en vertu d'une délégation de
pouvoirs consentie en date du 30 octobre 2024,

Ci-après désignée « Le Syndicat des Copropriétaires ou Shopping Etrembières »

D'UNE PART,

✓ **La Communauté d'Agglomération « Annemasse – Les Voirons Agglomération »,
dite « Annemasse Agglo »** sis 11 avenue Emile Zola, 74 105 Annemasse, identifiée au
répertoire SIREN sous le numéro 200 011 773 00104

Représentée par son Président, Mr Gabriel DOUBLET

Ci-après désignée « ANNEMASSE AGGLO »
Annemasse Agglo étant ci-après dénommée « Le Bénéficiaire ».

D'AUTRE PART

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

A- Le centre commercial Shopping Etrembières,

Le centre commercial est situé sur la commune d'ETREMBIERES sur les parcelles suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
A	1692	21 CHE DE L INDUSTRIE	03 ha 17 a 80 ca
A	2168	PRE SALE	00 ha 46 a 60 ca
A	2084	21 CHE DE L INDUSTRIE	00 ha 20 a 10 ca
A	2087	21 CHE DE L INDUSTRIE	00 ha 02 a 89 ca

Le centre comporte les éléments suivants :

- Un bâtiment principal sur trois niveaux, dénommé « bâtiment A » et comprenant :
 - . Au niveau 406 : des commerces, parking couvert, locaux techniques, espaces communs et aires diverses, des circulations intérieures, horizontales ou verticales, divers locaux communs ou privés, des aires à usage de stockage de chariots libre-service.
 - . Au niveau 409,75 : des commerces, un parking couvert, des locaux techniques, des espaces communs et aires diverses, des circulations intérieures, horizontales ou verticales, divers locaux communs ou privés, des aires à usage de stockage de chariots libre-service.
 - . Au niveau 412,60 :
 - Un local à usage d'hypermarché de 9.714 m² hors œuvre environ, dont 5.440 m² de surface de vente environ avec une cour de service d'une superficie de 2.000 m² environ.
 - Une galerie marchande constituée :
 - d'une cinquantaine de locaux, le tout desservi par un mail,
 - divers locaux techniques et des circulations horizontales et verticales.
- Des bâtiments secondaires dénommés B et C, et D
 - Bâtiment dénommé « Bâtiment B » comportant un bâtiment à usage de restaurant
 - Bâtiment dénommé « Bâtiment C » : deux lots privés constitués par une aire destinée à l'édification ultérieure, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires, d'un ou plusieurs bâtiments à usage de commerce, service, ou stockage
 - Bâtiment D, à usage de commerce et notamment de restauration avec une terrasse extérieure, un parking et ses voies de circulation
- Le tout desservi par des voies d'accès et de circulation à usage public.
- Des espaces verts.

Un syndicat de copropriété regroupe l'ensemble des propriétaires de cet ensemble immobilier.

B- Le projet de pose d'une conduite d'eau potable de diamètre nominal 400 mm en remplacement d'une conduite existante de diamètre nominal 100 mm

Annemasse Agglo, en charge de la compétence « Eau Potable », entreprend de poser une conduite de diamètre 400 à la place de la conduite diamètre 100 qui passe actuellement sous la voie située entre le centre commercial et l'Arve, sur le foncier appartenant au Syndicat des Copropriétaires, dans la continuité de la conduite en encorbellement de la passerelle posée en 2024 (cf plan **Annexe 1**) et pour laquelle une convention a été signée entre les Parties en date du 21 Novembre 2022 . Ces travaux permettraient ainsi de finaliser un maillage stratégique pour l'alimentation en eau potable d'Annemasse.

Cette canalisation - posée sur 430 ml (mètres linéaires) environ - viendra se raccorder d'une part sur la conduite DN400 posée lors des travaux de la passerelle sur l'Arve au niveau du restaurant et d'autre part sur la conduite DN500 existante au niveau du terre-plein situé entre le carrefour de l'Europe et la voie permettant de sortir du parking souterrain du centre-commercial.

Par ailleurs, Annemasse Agglo souhaiterait régulariser le cas des conduites existantes d'eau potable situées sur l'emprise des terrains du Syndicat des Copropriétaires du centre commercial Shopping Etrembières.

Des plans récapitulatifs sont disponibles en **Annexes n° 1 et n°2**.

La présente convention consiste donc pour le centre commercial Shopping Etrembières à :

- 1- Autoriser les travaux de pose d'une conduite d'eau potable DN400 en remplacement de la conduite actuelle d'eau potable DN100. (Partie 1, 2 et 3 de la présente convention)
- 2- Consentir des servitudes de passage de canalisations au profit d'Annemasse Agglo, à la fois pour la canalisation posée au terme de la présente convention que pour les canalisations existantes (Partie 4 de la Convention).

L'entreprise en charge des travaux n'ayant pas été désignée au jour des présentes, le Bénéficiaire s'engage à communiquer au Syndicat des Copropriétaires son identité au plus tard au démarrage des travaux.

IL A ETE EN CONSEQUENCE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

**PARTIE 1 -
AUTORISATION DE REALISER DES TRAVAUX DE POSE D'UNE CANALISATION
DIAMETRE 400 EN REMPLACEMENT DE LA CANALISATION DIAMETRE 100**

ARTICLE 1.1 : Consistance des travaux

Le Syndicat des Copropriétaires autorise Annemasse Agglo à intervenir sur le terrain figurant sous couleur orange sur le plan joint en **Annexe n° 1** (désigné par emprise chantier dans la légende) pour réaliser des travaux de remplacement d'une canalisation d'eau potable

diamètre 100 par une canalisation d'eau potable diamètre 400 et d'effectuer son raccordement.

Annemasse Agglo devra, préalablement au démarrage du chantier et dans un délai raisonnable, se rapprocher du syndic de copropriété (la Société des Centres Commerciaux) pour définir ensemble les modalités d'intervention et le calendrier du chantier (jours et horaires, phasage etc).

Une partie des travaux sera réalisée de nuit, sur le tronçon indiqué dans l'**Annexe n°1**.

L'**Annexe 1** indique également sur la planche 2 l'emplacement prévisionnel de l'installation de chantier, près du rond-point attenant à la passerelle sur la parcelle A2168.

Par voie de conséquence, Annemasse - Les Voirons – Agglomération, qui sera chargée de l'exploitation des ouvrages, ou l'organisme qui pour une raison quelconque viendrait à lui être substitué, pourra faire pénétrer, après accord de la Direction du Centre Commercial, sauf cas d'urgence, dans lesdites parcelles ses agents et ceux de ses entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages à établir.

Ces ouvrages sont représentés en **Annexe n°1**.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions dans un délai raisonnable, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 1.2 : Opérations avant travaux

Avant le début à proprement parler des travaux, une mission de repérage amiante-HAP ainsi que des sondages réseaux seront nécessaires. Les sondages réseaux nécessiteront d'ouvrir la chaussée sur environ 50cm de large, d'un bord à l'autre de la chaussée, afin de connaître notamment la localisation et la profondeur des branchements de la cuve à fuel et du refroidisseur d'air.

ARTICLE 1.3 : Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire toute modification du profil des terrains, plantation d'arbres ou d'arbustes, culture et plus généralement travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages sur une emprise de 1,5 m de part et d'autre de l'axe de la canalisation (soit 3 m de large) ou 1,5m autour des bords extérieurs d'une chambre béton le cas échéant. **Pour autant, Annemasse Agglo s'interdit d'intervenir et n'aura aucun droit sur la partie de cette emprise qui empiètera sur le « corridor écologique » situé le long de l'Arve, tel qu'il est représenté en Annexe 4.**

ARTICLE 1.4 : Défrichage

Le Syndicat des Copropriétaires autorise Annemasse Agglo, à procéder au défrichage, aux coupes et abattages de l'ensemble des arbres dont le remaniement serait indispensable pour la construction de la canalisation d'eau potable, dans la limite de la bande des 3 mètres visée à l'article 1.4 et avec interdiction absolue d'intervenir sur les végétaux du « corridor écologique » tel que figuré en **Annexe 4**, quand bien même le corridor écologique se superposerait à la bande des 3 mètres.

ARTICLE 1.5 : Contestations

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'appréciation de la présente convention est celui de la situation de la parcelle.

ARTICLE 1.6 : Période autorisée pour la réalisation des travaux et durée de l'autorisation

Les travaux sont autorisés au plus tôt à compter du 1^{er} janvier 2026 et devront se terminer au plus tard le 31 décembre 2026.

A défaut, la présente convention et les engagements qui y sont contenus seront purement et simplement caduc sans indemnité et sans aucun recours.

A condition que les travaux aient lieu entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2026, l'autorisation de réaliser les travaux est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1 ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

ARTICLE 1.8 : Dispositions communes

Les travaux seront exécutés conformément au plan annexé à la présente convention, et réalisés de manière à ne pas nuire à l'exploitation du centre commercial.

Le Syndicat des Copropriétaires sera averti en temps opportun de la date de démarrage des travaux (qui ne pourront pas démarrer avant le 1^{er} janvier 2026).

Les travaux seront effectués conformément aux règles de l'art, dans le respect des autorisations administratives et sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Les travaux auront lieu sous réserve de la souscription des police d'assurances légales et obligatoires et remettre les attestations d'assurances y afférent au syndic, notamment assurance " Dommages ouvrage " dans le cas où celle-ci serait obligatoire.

Le maître d'ouvrage restera seul responsable vis-à-vis de la copropriété et des tiers de toutes les conséquences dommageables résultant de ces travaux, que ce soit pendant les travaux ou après réalisation.

PARTIE 2 - MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN POUR L'EMPRISE DU CHANTIER

2.1. Pour la réalisation des travaux décrits en **Partie 1**, le Syndicat des Copropriétaires met à la disposition du Bénéficiaire – à titre gracieux – un terrain d'environ 2000 m² situé sur les parcelles cadastrées section A n°2168 et n°1692 tel que figurant sous couleur orange au plan **Annexe n° 1** et désigné par « **Emprise Chantier** » dans la légende.

Ce terrain sera ci-après désigné par le terme « **le Terrain** ».

2.2. Le terrain mis à disposition sera affecté au projet d'une conduite d'eau potable de diamètre nominal 400 mm. Il permettra la réalisation de l'ensemble des missions nécessaires à la construction de ces ouvrages.

2.3. Le terrain objet des présentes, est mis à disposition du Bénéficiaire dans l'état où il se trouve lors de l'établissement de l'état des lieux par huissier de justice réalisé avant travaux aux frais du Bénéficiaire.

2.4. Le Bénéficiaire installera sur le terrain figurant sous teinte orange « installation de chantier » une ou plusieurs baraques et/ou containers de chantier dont il assurera la dépose au plus tard le jour de l'état des lieux de sortie établi par les Parties.

2.5. Le Bénéficiaire se chargera de l'aménagement des clôtures de chantier provisoires qui seront installées pour sécuriser le chantier. A la fin du chantier, l'ensemble de ce dispositif sera démonté aux frais du Bénéficiaire.

2.6. En fin de chantier, le Bénéficiaire s'engage à prendre à sa charge l'ensemble des coûts relatifs aux travaux de remise en état du terrain qui aura été mis à sa disposition (glissière de sécurité, lampadaire, espaces verts, etc...).

En ce qui concerne la réfection de chaussée, le Bénéficiaire reprendra, à sa charge, les enrobés comme suit :

- à raison de la moitié de la chaussée sur la voie de livraison (de la conduite en fonte posée lors des travaux de la passerelle jusqu'au refroidisseur d'air).
- à raison de la moitié de l'une des deux voies (du refroidisseur d'air jusqu'à l'accès au club de kayak)

Ces surfaces de reprise d'enrobée sont matérialisées sous teinte verte en **Annexe 3**). Au total, la surface reprise par le Bénéficiaire est estimée à 710 m². La surface réelle pourra être mesurée avant la mise en œuvre des enrobés. Dès qu'il en aura connaissance, le Bénéficiaire fera connaître l'entreprise en charge de la réfection de chaussée au Syndicat des Copropriétaires. A charge du Syndicat des Copropriétaires de se rapprocher s'il le souhaite de l'entreprise pour profiter de son intervention et faire réaliser une surface supplémentaire de réfection de chaussée. Cette surface supplémentaire ne sera pas aux frais du Bénéficiaire. Cette surface est indiquée sous teinte rouge en **Annexe 3**, elle est estimée à 610m². Le montant de la réfection supportée par le Syndicat des Copropriétaires pour cette surface est estimé à 40 000 euros HT.

2.7. Le terrain est mis à disposition du Bénéficiaire pour la durée du chantier, d'une durée approximative de 20 semaines commençant à courir à la date de l'état des lieux par huissier de justice réalisé avant travaux.

Le Bénéficiaire s'engage à ce que la durée du chantier ne dépasse pas 23 semaines. Il est en effet rappelé que l'immeuble est un centre commercial en exploitation, que les travaux impactent la circulation sur les voies de livraison et les voies pompiers et qu'en conséquence la maîtrise de la durée du chantier est un élément essentiel pour le Bénéficiaire.

Le terme de la mise à disposition du « Terrain » sera matérialisé par la réalisation d'un état des lieux par huissier de justice aux frais du Bénéficiaire.

Lorsque le Bénéficiaire souhaitera restituer le terrain, il convoquera le Syndicat des Copropriétaires au moins 3 semaines avant la date de départ souhaitée.

La présente convention de mise à disposition est conclue **à titre gratuit**.

LA PRESENTE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION EST EN OUTRE CONSENTIE AUX CONDITIONS LEGALES ET D'USAGE, ET EN OUTRE AUX CLAUSES ET CONDITIONS SUIVANTES, QUE LE BENEFICIAIRE S'ENGAGE A RESPECTER :

- 2.8.** De faire son affaire personnelle de toutes autorisations administratives qui pourraient apparaître nécessaires, de la souscription de toutes polices d'assurances garantissant les risques résultant tant des travaux que de l'activité exercée et de se conformer à tous les règlements en vigueur et prescriptions d'autorisations administratives de quelque nature que ce soit et notamment d'hygiène et de sécurité.
- 2.9.** De s'abstenir en tout état de cause, de toutes activités ou agissements susceptibles de causer aux exploitants, à la clientèle ou aux tiers, une gêne quelconque et en cas de réclamation, de faire son affaire personnelle de celle-ci en relevant et garantissant le Syndicat des Copropriétaires de toutes condamnations quelconques qui en seraient la conséquence.
- 2.10.** De maintenir en bon état d'entretien, de sécurité et de propreté le terrain mis à disposition et ses abords.
- 2.11.** Au cours de la présente convention, de ne pouvoir faire sur le terrain mis à disposition aucune construction (en dehors des travaux nécessaires à la pose de la canalisation AEP).
- 2.12.** De satisfaire à toutes les charges de Ville, Police et de voirie, de manière à ce que le Syndicat des Copropriétaires ne puisse être aucunement inquiété à ce sujet, de supporter toutes conséquences pécuniaires ou autres des infractions qui pourraient être commises à cet égard ou pour tout autre motif, soit par lui-même, soit par tous occupants de son chef.
- 2.13.** En fin de contrat, de rendre le terrain en bon état conformément aux dispositions de l'article 2.6 de la présente convention.

PARTIE 3 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX PARTIES 1 et 2

ARTICLE 3.1. ASSURANCES ET RENONCIATION A RECOURS

Assurances du Bénéficiaire

Assurance des travaux

Dans le cadre de ses Travaux, le Bénéficiaire ou toutes entreprises mandatées par lui, s'engage à souscrire à l'ensemble des assurances requises, y compris en matière de dommages-ouvrages si la nature des travaux le justifie ou d'engager des tiers qui seront dûment assurés pour la réalisation des Travaux. Le Bénéficiaire s'engage également à communiquer ses attestations et assurances à la signature de la convention ou avant le démarrage des travaux.

Assurance Responsabilité Civile

Le Bénéficiaire s'engage expressément à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité reconnue, une police d'assurance Responsabilité Civile, qui couvre les risques éventuels assumés dans le cadre de la présente convention.

Par conséquent, le Bénéficiaire sera responsable de tous les dommages qui se produiront, dérivés de l'activité à réaliser dans le cadre de la présente convention, tant aux personnes qu'aux choses en général, indépendamment de leur appartenance.

Le Bénéficiaire renonce expressément à toute action en responsabilité contre le Syndicat des Copropriétaires, en assumant toute responsabilité qui en découle, dans les cas suivants :

- Vol ou autre acte criminel dont le Bénéficiaire pourrait être victime, le Syndicat des Copropriétaires n'assumant pas l'obligation de vigilance.
- Les dommages qui se produisent dans le terrain mis à disposition, ou dans les matériaux et les biens qui y sont déposés ou dans les aménagements réalisés.
- Toute action menée par les autres occupants du centre commercial, son personnel, ses fournisseurs ou ses clients, ou ceux qui en apportent la cause, et pour autant qu'ils ne soient pas directement sous la responsabilité du Syndicat des Copropriétaires.

Assurance de Biens

Le Bénéficiaire garantira auprès de Compagnies d'Assurances notoirement solvables, ses constructions, aménagements et installations, les objets mobiliers et matériels lui appartenant, contre les risques usuels et notamment contre les risques de bris de glaces, incendie et foudre, fumées, explosions, dommages électriques, effondrement, attentats, actes de terrorisme ou vandalisme, émeutes, mouvements populaires, tempêtes, catastrophes naturelles et dégâts des eaux, déclenchement accidentel et fuites de l'installation des extincteurs automatiques, recours des voisins et des tiers.

Le Bénéficiaire devra maintenir et renouveler ces assurances pendant toute la durée de la mise à disposition du terrain mais également pendant la durée où ses aménagements ou construction seront sur la propriété du terrain du Syndicat des Copropriétaires.

Assurance du Syndicat des Copropriétaires

Le Syndicat des Copropriétaires garantira les conséquences pécuniaires des responsabilités civiles qu'il peut encourir en qualité de propriétaire.

Le Syndicat des Copropriétaires garantira ses biens immobiliers et ce notamment contre les risques d'incendie, explosions, tempêtes et dégâts des eaux.

ARTICLE 3.2. - CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut d'exécution d'une seule des conditions de la présente convention et un mois après une sommation d'exécution demeurée infructueuse, la présente convention sera résiliée de plein droit, si bon semble au Syndicat des Copropriétaires, même dans le cas de paiement ou d'exécution postérieure à l'expiration du délai ci-dessus, sans qu'il soit besoin de former aucune demande judiciaire et si le Bénéficiaire refusait de quitter les lieux loués, il suffirait pour l'y contraindre, d'une simple ordonnance de référé rendue par Monsieur le Président du Tribunal Judiciaire compétent.

En ce cas, le Syndicat des Copropriétaires reprendra la libre disposition des lieux par le seul fait de l'expulsion qui sera prononcée par une simple ordonnance de référé, sous réserve de tous autres droits et actions.

PARTIE 4 – CONSTITUTION DE SERVITUDES DE PASSAGE DE CANALISATIONS D'EAU POTABLE

Le Syndicat des Copropriétaires consent à ce que des servitudes de passage de canalisations d'eau potable (neuves comme existantes) soient établies au profit d'Annemasse Agglo sur les terrains lui appartenant.

Le tracé approximatif des canalisations concernées figure en **Annexes n°1 et n° 2**.

Établissement de la servitude

Un géomètre dressera le plan de la servitude à la fin des travaux autorisés par la présente convention et reprenant également les tracés des canalisations existantes. La présente autorisation sera transposée dans un acte de servitude notarié qui sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble à la diligence et aux frais de Annemasse - Les Voirons – Agglomération. Tous les frais et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par Annemasse - Les Voirons – Agglomération ainsi quelle s'y oblige.

Annexes :

1. Plan du tracé des canalisations à poser ainsi que du terrain mis à disposition (emprise chantier) et du tracé des canalisations posées en 2024 dans le cadre de pose de la passerelle sur l'Arve
2. Plan des réseaux d'eau potable existants
3. Plan de répartition des surfaces d'enrobés à reprendre
4. Plan du corridor écologique

Signature électronique

En application des articles 1366 et 1367 du Code civil, les parties acceptent expressément de signer le présent contrat de façon électronique et pour ce faire, utiliser le logiciel de signature électronique édité et mis en œuvre par la société DOCUSIGN FRANCE SAS. Dûment informées des modalités de cette signature électronique, les parties reconnaissent que la signature électronique générée par ce logiciel a la même force probante que la signature manuscrite sur support papier et constituera une preuve légalement recevable de l'intention des Parties d'être juridiquement liées par le présent contrat. Les Parties renoncent à toute réclamation qu'elles pourraient avoir l'une contre l'autre du fait de l'utilisation dudit logiciel de signature électronique.

Pour LE SYNDICAT DES COPOPRIETAIRES Son syndic	
Pour ANNEMASSE AGGLO	

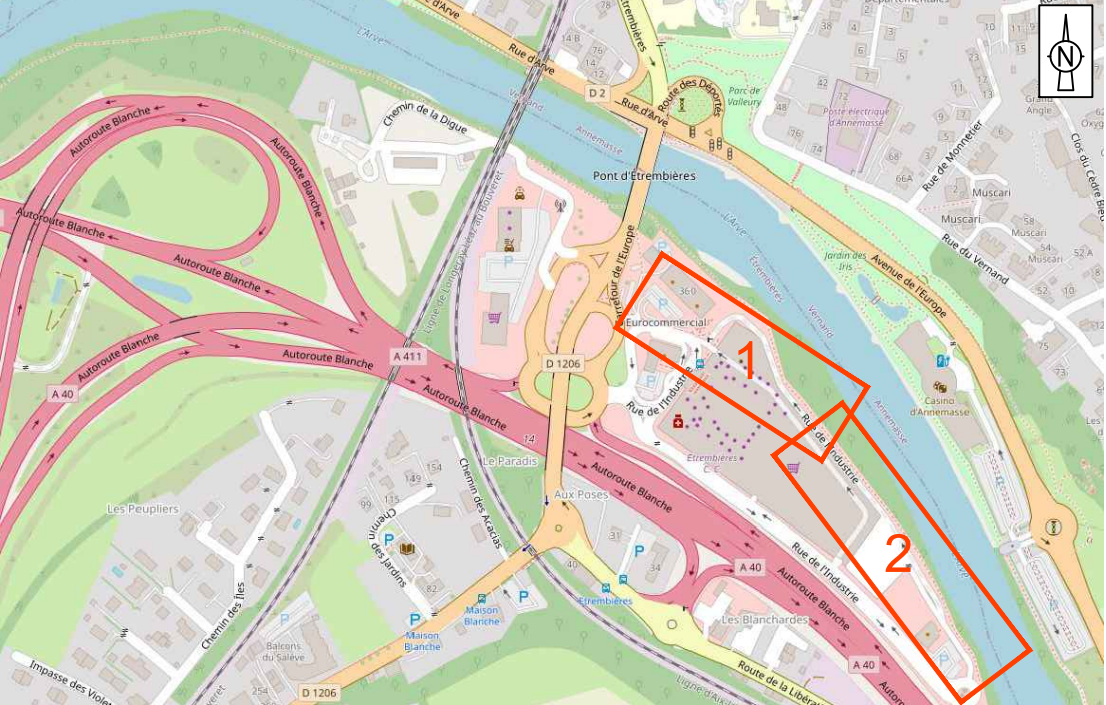
Annemasse Agglo

Annemasse - Les Vallons Agglomération

ANNEXE 1

ÉTREMBIÈRES

Centre commercial Shopping Étrembières



Création d'un réseau de transport d'eau potable

VUE EN PLAN

3		
2		
1		

SERVICE IMO	Dessiné par : YM	Date : 18/03/2025
Plan n° : 1/1	Vérifié par : LL	Échelle : 1/200

Le tracé des réseaux est donné à titre indicatif. Pour un tracé précis, il est impératif de s'adresser aux concessionnaires.

Andilly | Annemasse | Bonne | Crammes-Sales | Étrembières | Gillyard | Jangy | Lesclapart | Mouchilly | Saint-Cergues | Val-de-Madonne | Villé-la-Grand

11 avenue Émile Zola - BP 225 - 74105 Annemasse cedex
Tél. 04 50 87 83 00 | Fax: 04 50 87 83 22 www.annemasse-agglo.fr

PLANCHE 1

Réseaux eau potable Annemasse Agglo
Réseau eau potable existant
Réseau eau potable projet
Réseau eau potable projet – travaux nuit
Emprise chantier
Emprise servitude

Réseaux assainissement
Réseau eaux usées existant
Réseau eaux pluviales existant

Autres concessionnaires de réseaux
Réseau Gaz
Réseau Télécom
Réseau Electricité

Autres réseaux

PLANCHE 2

Réseaux eau potable Annemasse Agglo
Réseau eau potable existant
Réseau eau potable projet
Réseau eau potable projet – travaux nuit
Emprise chantier
Emprise servitude

Réseaux assainissement
Réseau eaux usées existant
Réseau eaux pluviales existant

Autres concessionnaires de réseaux
Réseau Gaz
Réseau Télécom
Réseau Electricité

Autres réseaux

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
 Reçu en préfecture le 13/06/2025
 Publié le 18/06/2025



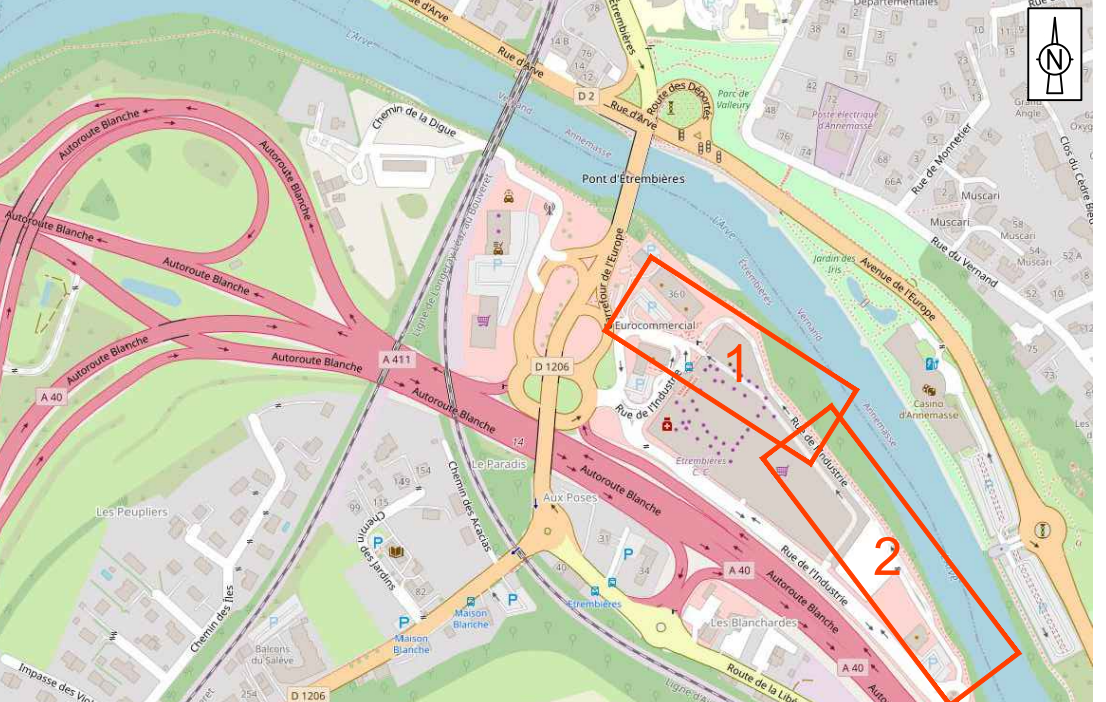
Annemasse Agglo

Annemasse - Les Vallées Agglomération

ANNEXE 1

ÉTREMBIÈRES

Centre commercial Shopping Étrembières



Répartition des surfaces de chaussée à reprendre

VUE EN PLAN

3		
2		
1		
SERVICE IMO	Dessiné par : YM	Date : 18/03/2025
Plan n° : 1/1	Vérifié par : LL	Échelle : 1/200
Le tracé des réseaux est donné à titre indicatif. Pour un tracé précis, il est impératif de s'adresser aux concessionnaires.		
Andilly Annemasse Bonne Crammes-Sales Étrembières Gailford Jangy Lesclapart Machilly Saint-Cergues Vaires-Moindres Villé-la-Grande		
11 avenue Émile Zola - BP 225 - 74105 Annemasse cedex Tél. 04 50 87 83 00 Fax : 04 50 87 83 22 www.annemasse-agglo.fr		

PLANCHE 1

Réseaux eau potable Annemasse Agglo
Réseau eau potable existant
Réseau eau potable projet – travaux nuit
Reprise enrobés Annemasse Agglo
Emprise enrobés syndicat des copropriétaires

Réseaux assainissement
Réseau eaux usées existant
Réseau eaux pluviales existant

Autres concessionnaires de réseaux
Réseau Gaz
Réseau Télécom
Réseau Electricité

Autres réseaux

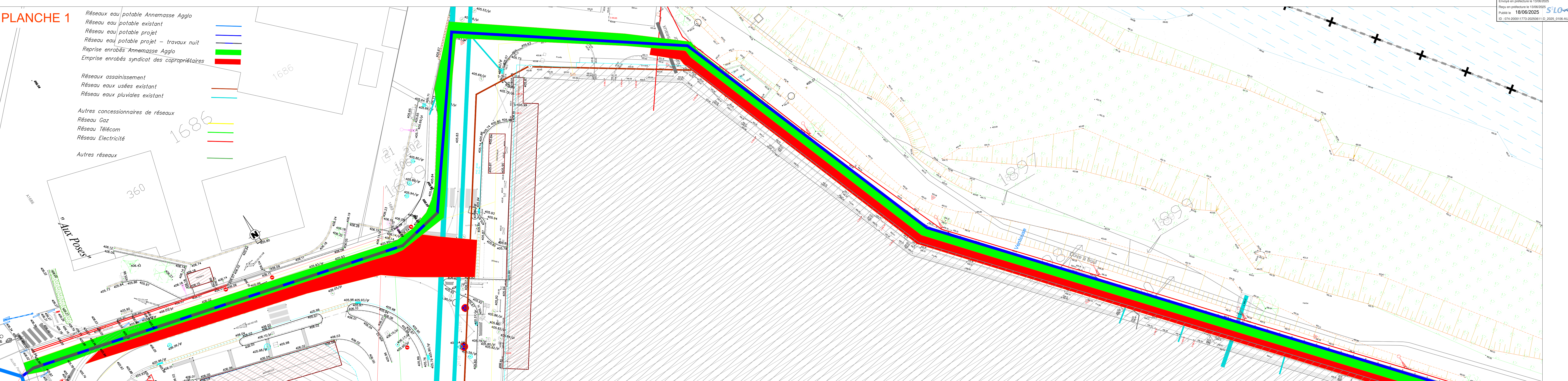


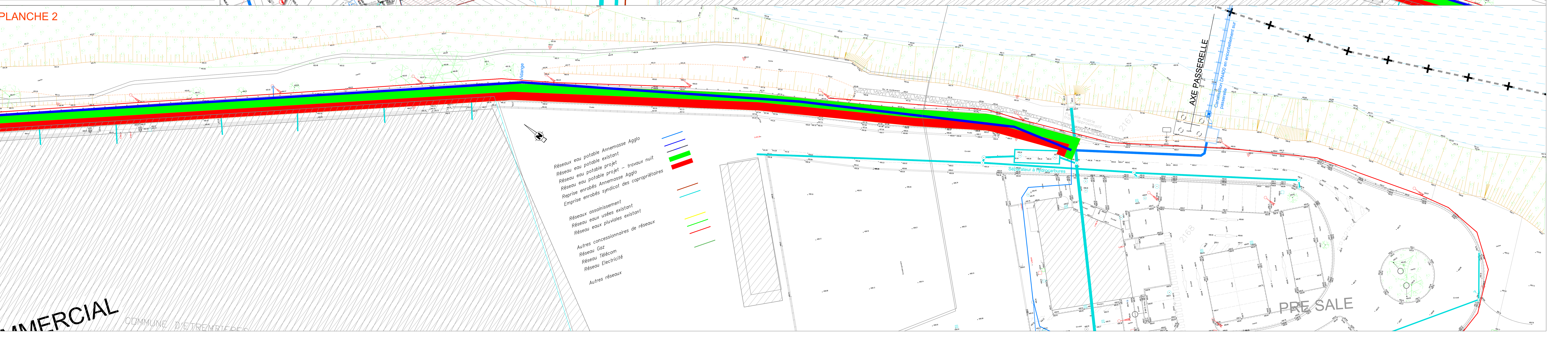
PLANCHE 2

Réseaux eau potable Annemasse Agglo
Réseau eau potable existant
Réseau eau potable projet – travaux nuit
Réseau enrobés Annemasse Agglo
Reprise enrobés syndicat des copropriétaires
Emprise enrobés syndicat des copropriétaires

Réseaux assainissement
Réseau eaux usées existant
Réseau eaux pluviales existant

Autres concessionnaires de réseaux
Réseau Gaz
Réseau Télécom
Réseau Electricité

Autres réseaux



[illegible]